



XVe COLLOQUE DE L'ICMA/ITCJ

L'AUTONOMIE ECONOMIQUE EN AFRIQUE : UN REGARD SYNODAL

RAPPORT GENERAL

Du vendredi 10 au samedi 11 février 2023, a eu lieu le XVe Colloque de l'ICMA/ITCJ dans la salle polyvalente de l'ICMA sur le thème « L'autonomie économique en Afrique : un regard synodal ». Neuf conférences réparties en trois sections ont été prévues pour cette circonstance. La première section porte sur « Les défis de l'autonomie économique en Afrique », la deuxième sur « L'étude systématique et analytique de la situation économique », et la troisième section sur « Des perspectives d'avenir ». La première journée a enregistré cinq interventions et la deuxième journée a été consacrée aux quatre autres interventions.

Le 1^{er} jour : vendredi 10 février 2023

Dans un contexte africain marqué par une pauvreté abjecte mêlée de tendances telles l'afropessimisme ou encore l'ethnocentrisme, l'Eglise n'est pas indifférente. Elle se positionne comme un acteur de réflexion et de changement face à l'épineuse question de l'autonomie économique dans un processus synodal qui l'engage. Les assises de ce jour ont gravité autour de deux thématiques centrales : les défis de l'autonomie et l'étude systématique et analytique de la situation économique dont l'objectif est de proposer des issues d'auto prise en charge.

A l'entame des débats avec le **Dr Epiphane Marahoua**, sur la thématique de la « **Dialectique entre interdépendance et autonomie économique** », l'Afrique se trouve comme héritière d'un système économique qui découle de l'effondrement des blocs capitalistes et communistes. Les défis sont multisectoriels. Dans un premier temps, l'Afrique est engagée dans un système de mondialisation où sa participation est insignifiante. Ce qui l'oblige à s'intégrer dans le commerce international pour s'inscrire dans des relations gagnant-gagnant. En raison de sa faible participation, il n'y a point d'égalité dans les échanges. L'interdépendance dans une intégration financière doit pouvoir explorer quelques pistes de solution, telles que, l'essor de la technologie, la diversification des partenaires afin de favoriser la concurrence, l'extension des marchés, tout en tenant compte de la réalité sociale des habitants.

Dans la deuxième intervention assurée par **Mgr Jean Bonzo Kouassi**, Vicaire Général du diocèse de Grand Bassam, l'auteur a parlé de « **L'Eglise Catholique africaine et son processus d'auto prise en charge : l'exemple du diocèse de Grand Bassam** ». La politique d'autonomisation du diocèse de Grand Bassam (créé le 8 juin en 1982) a été présentée comme un



exemple modèle du processus d'auto prise en charge de l'Eglise africaine.

Un état préalable des lieux dans ce diocèse révèle ceci : l'insuffisance des quêtes pour faire face aux besoins ; l'héritage de la logique de l'assistanat de l'Eglise coloniale, de même que les subsides venant de Rome. L'action participative et redistributive adoptée comme réforme dans ce diocèse constitue la devise de cette dynamique d'auto prise en charge. Les réformes touchent différents secteurs, tels que : l'administration (avec la création de douze départements épiscopaux), la modernisation du système de gestion, le recrutement des contrôleurs financiers afin de maintenir une gestion rigoureuse et fiable, l'optimisation des ressources humaines (assurance-maladie des prêtres, primes mensuelles, formation permanente des prêtres...), la double signature sur les comptes bancaires du diocèse. L'objectif recherché est d'établir une relation de confiance avec le peuple de Dieu par la traçabilité des dépenses et la reprise des investissements. Ce travail amorcé repose sur des perspectives clairement identifiées : le maintien de la rigueur dans la gestion financière des biens, l'uniformisation du système comptable dans toutes les paroisses et l'audace du changement des mentalités.

Après une pause de quelques minutes, le colloque a poursuivi ses travaux avec deux autres conférences, la conférence du professeur Mamadou Koulibaly étant reporté au lendemain. L'analyse de la situation économique permet de se rendre compte que son mode de fonctionnement a exclu toutes les valeurs éthiques. Tels sont les propos du **Dr Paul Zikpi** qui a entretenu sur le thème « *Du principe de synodalité et de solidarité en vue de l'autonomie économique* ». Cette communication s'est déployée autour des crises multisectorielles que révèle le capitalisme. En fait, régie par la main invisible d'Adam Smith, l'économie s'engluie dans un libéralisme sans précédent, empreint de positivisme dont l'utilitarisme et le matérialisme en sont l'expression. La recherche de l'intérêt, du plaisir prévaut sur la dignité de l'homme réduit à un objet de production. Cette rupture de l'économie avec l'éthique pose un problème axiologique. La charité, la compassion, le respect des autres sont des valeurs accessoires pour l'économie dominante. La reconstruction conviviale est à envisager comme solution, où la solidarité et la synodalité replacent l'homme au cœur de toute activité économique. Un esprit de responsabilité compris comme engagement, œuvrera grandement à la survie de l'homme.

Quelle critique constructive peut-on faire du capitalisme et du communisme à la lumière de la foi chrétienne ? Ainsi est formulée la question motrice du **Dr Abel N'Djomon** sur sa thématique intitulée : « **Alternative au capitalisme et au communisme à la lumière de la foi chrétienne** ».

L'auteur a commencé par le constat selon lequel depuis la fin de la Guerre froide et la chute du mur de Berlin, le monde a connu une reconfiguration géostratégique et géopolitique marquée par une certaine hégémonie de l'idéologie occidentale (notamment les USA). L'auteur a ainsi défini le capitalisme comme un système économique basé sur l'entreprise, le marché et la propriété privée ;



et le communisme comme un système économique qui préconise la propriété collective au détriment de la propriété privée.

De manière plus précise, l'une des caractéristiques du communisme est d'engendrer un totalitarisme du travail : l'homme n'est défini qu'en rapport au travail qu'il accomplit. Le communisme est marqué également par un athéisme pratique, car l'homme, défini par son travail, n'a d'autre finalité que lui-même, et non Dieu. Il n'y a donc pas de Dieu. Le communisme s'oppose donc au principe de la dignité de la personne humaine. La foi chrétienne offre, cependant, une alternative au communisme en ce sens qu'elle définit le travail non dans une logique matérialiste et réductionniste, mais plutôt dans une logique créatrice et participante de l'activité même du Dieu Créateur. Quant au capitalisme bien pensé et purifié de l'idée subversive de maximisation de profit, il est au service de l'homme. A ce titre, le capitalisme épouse des valeurs chrétiennes, mais doit se fonder sur trois piliers : le « catallaxisme » (basé sur l'échange comme fondement de la coopération) ; l'économie sociale et solidaire (promotion d'un système économique au service de l'humain), et la gestion démocratique (qui favorise une utilité collective, la mixité des ressources).

Après ces conférences de la matinée du vendredi, un débat d'environ une heure de temps. Des questions ont été posées et des contributions ont été données sur ces différentes thématiques, en particulier concernant la nature de l'interdépendance économique ou l'intégration économique entre les différents Etats, et aussi les mesures concrètes pour une économie solidaire et autonome.

Il s'en est suivi une pause déjeuner et un temps de repos. Ensuite les travaux ont repris dans l'après-midi avec une thématique animée par deux conférenciers.

Dans la même veine, une étude approfondie de la situation économique met en relief d'autres causes profondes de la dépendance économique de l'Afrique et des suggestions de sortie de crise.. Telle est le contenu de l'intervention de **Mr Aguié Yapo Frank Hermann** et de **Mme Estelle Sawadogo épouse Kouadio** dans leur communication dont le thème est « **Causes de la dépendance économique africaine et possibles issues** ». L'euphorie des indépendances des pays d'Afrique dans les années 60 et 70, a cédé la place à de nombreuses failles dans différents secteurs : dans le domaine politique, l'on déplore l'absence de souveraineté. Les accords de coopération bilatéraux et multilatéraux reposent sur des intérêts ; le financement des Institutions se font sur la base de la dépendance économique et institutionnelle ; la communication des médias internationaux devient un lieu de conditionnement psychologique et culturel. Le domaine technologique n'est pas en reste, car il souffre d'une absence de transfert de technologie dans le domaine industriel et dans le secteur des télécommunications. Du point de vue sécuritaire, il y a une forte présence militaire étrangère en Afrique, avec des résultats mitigés.

Seul l'Africain peut sauver l'Afrique, personne d'autre ne peut le faire à sa place ! L'engagement du politique doit être la locomotive d'une politique de bonne gouvernance qui



s'attaque à la gangrène de la corruption, à travers la séparation effective des pouvoirs. D'autres secteurs méritent d'être considérés : il faut une éducation qui épouse les réalités du continent, la renégociation des accords de défense et la fin d'occupation des armées étrangères en Afrique, la création d'une armée africaine sous-régionale et continentale, l'amélioration du volet économique et financier par la mobilisation de l'épargne de la diaspora, le renforcement du domaine sécuritaire.

Un débat a suivi cette conférence pour approfondir les causes de la dépendance économique de l'Afrique et les modalités concrètes de la sortie de crise.

Le deuxième jour du colloque, c'est-à-dire, le samedi 11 février a enregistré trois conférences. La conférence prévu pour le père Brice Bado sur les politiques internes et externes et leurs incidences sur l'évolution de l'économie n'a pas pu être tenu, à cause de l'état de santé peu favorable du conférencier. Cette dernière section du colloque portant sur les perspectives d'avenir est ouverte par la conférence de **Dr Anne Ouattara** sur « **Les Stratégies pour la maîtrise de l'autonomie économique** ».

Selon l'auteur, l'Afrique est un continent important dans le monde qui possède d'énormes potentialités et qui est en pleine expansion. C'est le continent le plus doté en ressources naturelles de tous ordres. Cependant, l'Afrique n'arrive pas à prendre son envol économique. Cela est causé par la volatilité des prix des matières premières, la mauvaise gouvernance, la corruption, l'insécurité. En plus, les productions des pays africains ne sont pas consommées en Afrique.

Autonome signifie "régit par ses propres lois". C'est le processus par lequel les individus acquièrent du pouvoir qui leur permet de renforcer leur capacité à définir des buts et à agir de manière cohérente pour les atteindre. C'est aussi une augmentation de la capacité de faire ses choix.

Pour atteindre l'autonomie il faut d'abord la planification qui consiste soit à remplacer, soit encadrer et corriger le marché. Aussi, il faut la restructuration de l'espace par la décentralisation et la segmentation.

La deuxième conférence de la section a été donnée par **Dr Irénée Kouassi épouse Kadi** sur le thème « **Synodalité au plan national, régional et continental pour une réelle autonomie économique en Afrique** »

Selon la conférencière, les pays africains dès les indépendances ont opté pour l'intégration régionale et continentale. Néanmoins, les économies africaines sont limitées par les frontières politiques. Au niveau mondial, les économies africaines sont très peu intégrées. En plus,



nous avons une absence de souveraineté monétaire (FCFA). En quoi la synodalité au plan national, régional et continental peut-elle contribuer à une réelle autonomie économique en Afrique ?

Les pays africains n'ont ni la souveraineté monétaire, ni la souveraineté financière. Aussi, il y a un trop grand recours aux financements internationaux pour réaliser nos budgets. Nos pays sont totalement dépendants des exportations.

La synodalité est une marche ensemble en vue d'un objectif commun. La démarche synodale marque le renforcement de de l'unité et la conjugaison des efforts au niveau national, régional et continental pour la même vision. Il faut pour cela identifier les entités communautaires (décideurs politiques, le secteur privé, les hommes, les femmes, les jeunes, les vieux)

La synodalité permet d'éradiquer la corruption car, dans la pratique de la solidarité, on pense au bien de la communauté au lieu de ne penser qu'à soi. Les décideurs doivent privilégier l'intérêt général dans toutes les décisions. Il faut que toutes les couches sociales soient impliquées pour la création et la répartition de la richesse. Ainsi, en ne pensant qu'à l'intérêt général, on pourra arracher notre souveraineté monétaire comme instrument de politique économique. Elle permettra de connaître des sources de financement alternatives à travers le développement des marchés obligataires. Elle nous poussera à la transformation de la structure de notre économie. Nous pourrons mettre à profit les interdépendances entre pays africains dans tous les domaines. Ainsi, il sera aisé de mettre en place le projet de monnaie unique pour notre sous-région. Dans cette démarche, nous pourrons nous passer des financements extérieurs de nos institutions africaines

La synodalité est une solution pour l'Afrique afin qu'elle puisse enfin jouir du fruit de ses ressources et efforts.

La dernière conférence de la section et aussi du colloque est celle du **Professeur Mamadou Koulibaly** sur le thème « **Le pacte colonial et ses conséquences économiques en Afrique aujourd'hui : comment s'en défaire ?** »

Dans son développement, le Professeur a abordé, d'une part, la question du pacte colonial, et, d'autre part, celle de la monnaie ouest africaine, le franc CFA et ses conjonctures actuelles.

Concernant le pacte colonial, le Conférencier a rappelé largement l'histoire de ce pacte avant de proposer des voies d'issues. Napoléon, dit-il, avec la fin de l'esclavage, a promis aux anciens vendeurs d'esclaves une banque avec le soutien des Etats européens afin de les dédommager. Cette banque est devenue la BCEAO et la BEAC. C'est cette banque qui a créé le franc CFA pour nous les africains pour faciliter les activités des colons qui s'installent en Afrique. L'Etat en Afrique n'arrive pas à se départir de ce système. Ceux qui gèrent l'Etat sont des personnes importantes dans la vie d'une nation. Après la deuxième guerre mondiale, des pays européens se sont partagé les zones de l'Afrique qu' ils veulent gérer. Les puissances européennes ont donc choisi des dirigeants



pour gérer leurs ex-colonies. Et pour le cas de la CI c'est Houphouët

Boigny qui a été choisi. Il a fait sa carrière dans les gouvernements français tout en étant le chef d'Etat de la CI. Il a signé une série d'accords de coopération communément appelé pacte colonial. Dans l'article 2 il y a une annexe qui dit que toutes les matières premières découvertes ou à découvrir sont la propriété de la puissance coloniale. Ces accords de défense datent d'Avril 1961. Nous n'avons contrairement aux USA pas eu une vraie indépendance. A part les pays qui ont fait la guerre de libération, il n'y a pas de vraie indépendance. Pour les pays francophones, il y a juste eu un transfert de charges entre le Gouverneur français et le Président africain avec les mêmes prérogatives. Malgré les indépendances, le pacte colonial tient toujours. Tous les pays et individus qui ont essayé de remettre en cause le pacte colonial se sont fait taper dessus par la puissance coloniale. Ce pacte a des conséquences très néfastes. Toute l'élite politique francophone ne se sent capable de gouverner qu'à l'ombre de Paris, Washington, le FMI et la Banque Mondiale. Nos pays ne sont que le produit de la conquête de l'armée française au profit du peuple français. D'où les nombreuses bases françaises en Afrique. Les conseils des ministres et toutes les décisions sont dictés par la puissance coloniale. Les pays africains sont surendettés de la volonté de la puissance coloniale. Ce que nous appelons aide internationale, sont en réalité des prêts. Et au final, on est devenu incapables de payer les dettes. Ce qui a suscité le non paiement des salaires avec les plans d'ajustement structurel. On était tenus de réduire nos dépenses publiques en commençant par les couches les plus faibles (santé, éducation). Depuis 63 ans seuls les pays africains sont toujours condamnés à courir après les aides. Les populations ne peuvent donc pas se prendre en charge. Nous avons nécessairement besoin d'un système éducatif correct. Le FMI nous a poussé à désagréger notre système scolaire (plus de redoublement, de dictée, de coefficients...). Nous avons des terres de bonne qualité, mais n'avons pas adopté les bonnes techniques d'exploitation agricole. Moins de 10% des terres agricoles sont immatriculées en CI; il n'y a pas de titres fonciers ni papiers. Les terres des colons n'ont pas été restituées aux paysans, mais sont la propriété de l'Etat. Sans titre foncier, on n'est propriétaire d'aucune terre. Les paysans sont tous métayers de l'Etat ivoirien. Les prix des matières premières fixés par le gouvernement ivoirien pour les prix bord champ. L'Etat donne autour de 60% aux paysans car travaillant sur les terres de l'Etat. Le système de l'agriculture escroque les planteurs impunément. Cela ne pousse pas à la transformation. La structure du pacte colonial fait que nos produits sont achetés moins cher que sur le marché mondial. Quand on veut acheter à l'international, cela revient encore plus cher que sur le marché mondial. Ainsi, toute perspective industrialisation devient extrêmement onéreuse. Donc les produits industriels locaux ne sont pas compétitifs, ce qui décourage les investisseurs. Ceux qui viennent investir ici chez nous le font à petite échelle et à court terme, ce qui amplifie le chômage. Le Pape a demandé dernièrement aux puissances coloniales de se retirer des affaires de l'Afrique. Notre monnaie n'est pas flottante et



on a réussi à nous faire croire que cela est avantageux pour nous. Cela est un gros mensonge. Comment notre FCFA garde le même cours, ce n'est pas de la stabilité, c'est de la rigidité. On est stable par rapport à l'Euro et non au dollar ou les autres monnaies. C'est une arnaque et une constante dévaluation de notre monnaie. De plus, tous nos avoirs extérieurs sont logés au trésor français. Avec Robert Balladur Premier ministre, il y a eu une décision unilatérale pour refuser de changer notre CFA hors de la France. Ce système empêche les banquiers d'accorder des prêts aux paysans, et autres agents économiques. Les banques sont hyper liquides. Chez nous la réserve légale de nos banques au lieu de 3% en est à 200%. Les banquiers ne peuvent pas prêter et les individus ne peuvent pas emprunter non plus. L'Etat par contre lance des emprunts obligataires qui sont rapidement exécutés. Nos banques sont en surliquidité. Normalement dans la pyramide des âges européennes la base n'est pas grande et très large en haut. C'est tout le contraire dans notre pays, une pyramide très pointue. Les africains font beaucoup d'enfants, s'en occupent mal et meurent jeunes. Ceux qui font l'immigration clandestine vont compenser les manques de la pyramide des âges occidentaux. La CNPS est en hyper liquidité.

Il faut des grandes réformes structurelles. Il faut d'abord sortir du FCFA. Le FCFA est connecté à l'Euro qui a des problèmes actuellement. Ne faisons pas comme l'Euro, que chacun aie sa propre monnaie car chaque pays a ses déficits. Pour faire une monnaie unique, il faut déficit unique, budget unique. Cela signifie que nos présidents actuels ne seront que des gouverneurs comme aux USA. Paradoxalement, les Africains ne veulent pas d'un système fédéral, ni de la vraie unité, car nous faisons trop de calculs. Même pour les parlements nous n'avons jamais réussi à mutualiser et personne ne va pour mutualiser mais pour défendre les intérêts de son propre pays. Si on n'a pas un gouvernement unique, ce n'est pas la peine de faire une monnaie unique. L'Eco a été saboté par la France. Les comptes des opérations ont servi à prendre des bons du trésor français et vu la conjoncture COVID et Ukraine se sont dépréciés. Ainsi, on a perdu plus de 60 milliards FCFA. Ainsi, l'Éco n'a pas été créé et c'est le statu quo. Il faudrait que chacun crée sa monnaie car nous sommes solidaires dans les discours et dans les faits non. Il faut arrêter de bafouer la dignité en donnant des titres fonciers aux paysans et aux populations. On ne peut donc pas être propriétaire de ressources minérales sur notre terrain.

Après une pause-café, un débat conclut les travaux de cette section. Les questions importantes auxquelles des réponses ont été apportées concernant essentiellement les activités concrètes que le Professeur Mamadou Koulibaly a menées en tant qu'ancien membre du gouvernement de la Côte d'Ivoire pour l'amélioration de la situation politique et économique du pays, et les conditions d'une véritable autonomie pour les populations africaines.



Au terme de ce colloque les orientations suivantes sont données pour une amélioration de la situation économique.

1. Travailler à l'indépendance politique et économique véritable des pays africains.
2. Promouvoir la dignité des populations en leur donnant les moyens nécessaires de leur subsistance.
3. Travailler à un nouveau système économique dans les sociétés africaines, en tenant compte des erreurs et des causes de la crise des systèmes économiques communistes et capitalistes.
4. Développer une économie de convivialité ou de solidarité.
5. Développer l'industrialisation en Afrique.
6. Mieux réorientation le système éducatif et la formation professionnelle, en tenant davantage compte des réalités africaines.
7. Promouvoir la solidarité et la synodalité au niveau national, régional et continental.

C'est sur ce point des orientations que prennent fin les travaux du XVe colloque de l'ICMA/ITCJ. Merci de votre attention.

Dr Paul ZIKPI
Président du Comité d'organisation du colloque